



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

29 | 2011

Révolutions arabes : la «divine surprise», ses acteurs,
son avenir

Objectif G20 !

Pierre Salignon et Nicolas Guihard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/943>

ISBN : 978-2-918362-47-0

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Pierre Salignon et Nicolas Guihard, « Objectif G20 ! », *Humanitaire* [En ligne], 29 | 2011, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/943>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Tous droits réservés

Objectif G20 !

Pierre Salignon et Nicolas Guihard

- 1 Le rendez-vous est pris ! Le prochain sommet du G20 se déroulera à Cannes en novembre prochain sous la présidence de la France. Les attentes des ONG et des acteurs de la société civile internationale y seront nombreuses alors même qu'ils font le constat de l'aggravation brutale des inégalités économiques et sociales, ici, en France et en Europe, et ailleurs, dans les pays à faibles revenus.

Les ONG consultées à l'Élysée

- 2 Pour préparer cet événement, le 7 avril dernier, les dirigeants des ONG françaises ont été reçus à l'Élysée pour être consultés par le président français Nicolas Sarkozy. Ils ont passé en revue avec lui et son cabinet leur liste de priorités.
- 3 "Le président de la République !", annonce un des huissiers. Nicolas Sarkozy entre alors dans la splendide salle de l'Élysée qui accueille la réunion. D'un côté de la table, le président est entouré de représentants de son gouvernement et de son cabinet dont Christine Lagarde (ministre de l'Économie), Nathalie Kosciusco-Morizet (ministre de l'Écologie), Jean-David Levitte, Henri Guaino (le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy) et autres sherpas.
- 4 De l'autre, les représentants de Coordination Sud et des ONG, dont CCFD-Terre-Solidaire, Secours catholique, Transparency International, CARE, ACF, OXFAM, MSF, MdM, Sidaction, AIDES, Act Up, etc. Dans son style toujours direct, le président a ouvert les discussions en intervenant brièvement : « Soyez les bienvenus. Je suis là pour vous écouter ; donc je vous laisse la parole ». De nombreux sujets ont été abordés.
- 5 Les premiers à prendre la parole sont Coordination Sud et l'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP). Après avoir insisté pour que soit adoptée pendant le G20 une approche basée sur le respect et la réalisation des droits humains, les deux représentants ont mis l'accent sur les paradis fiscaux et le besoin d'assainir l'économie mondiale et lutter efficacement contre la corruption. Au final, il s'agit de mieux financer le développement.

Autant d'objectifs riches de défis, surtout dans une période de crise économique et sociale.

- 6 Les ONG ont surtout demandé au président de garantir la transparence du processus de préparation des sommets du G8 et du G20 avec une participation active des organisations de la société civile. Cela passerait alors par la possibilité d'accéder aux dirigeants, aux sources mais aussi au centre des médias pendant les sommets, afin de suivre les décisions en temps réel.
- 7 C'est non sans une pointe de provocation que le Président, tout en répondant favorablement à cette requête, a fait remarquer qu'il se considérait au même titre que les représentants des ONG comme un représentant de la société civile. « Si elle existe », a-t-il ajouté...
- 8 OXFAM, CARE et Transparency international ont ensuite réaffirmé la nécessité de mettre en place une taxation des transactions financières afin de financer les enjeux du développement et du changement climatique, et de réguler les mouvements spéculatifs. Ce à quoi le président Sarkozy a réaffirmé sa volonté de mettre en place une telle taxation, tout en soulignant la difficulté de mobiliser d'autres États capables de lancer une telle dynamique « sans attendre que tout le monde soit d'accord ». Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, devrait prochainement présenter une initiative en ce sens.
- 9 Le soutien du milliardaire américain, Bill Gates, est également important. Ce dernier planche en ce moment, pour le G20, « sur le financement du développement. (...) C'est potentiellement de l'argent en plus de la promesse des États de donner 0,7 % de leur PIB aux pays pauvres », a fait remarquer Nicolas Sarkozy, sans pour autant préciser si la France allait, elle, tenir ses engagements en la matière.
- 10 Restent selon l'Élysée les réticences de nombreux pays, au premier rang desquels on trouve le Brésil, le Mexique, la Chine, l'Italie, la Suède, le Danemark... mais aussi l'Allemagne et les USA. Autant dire que la démarche soutenue par de nombreuses ONG est loin de faire l'unanimité et donc loin d'être acquise. Ce que confirmait Bill Gates dans le journal Libération quelques jours plus tôt : « La taxe sur les transactions financières ne sera jamais aussi importante que l'aide des États. Et cela ne marchera qui si on embarque les États-Unis à bord ».
- 11 Les ONG, dont le CCFD-Terre-Solidaire, ont rappelé le rôle central que doivent jouer les États dans l'encadrement de la responsabilité des entreprises, en matières sociale, environnementale, fiscale et des droits humains, pour veiller notamment à ce que les engagements pris en matière de travail décent soient appliqués.
- 12 Le Secours Catholique a aussi fait référence aux activités extractives et à la nécessité de renforcer la transparence sur les contrats et leur destination (la question de la traçabilité).
- 13 L'autre sujet abordé a été celui du sida. Le président du Sidaction, soutenu par ceux de MSF, de Act Up et d'Aides, a souligné la nécessité de ne pas baisser la garde en matière de lutte contre le sida, pour éviter un traitement différencié entre « sida des riches et sida des pauvres ».
- 14 Ensemble, ils ont rappelé la situation en Inde où les tensions entre l'industrie pharmaceutique sur les questions touchant à la propriété intellectuelle et la production de médicaments génériques existent. Avec un risque réel de retour en arrière sur l'accès universel au traitement VIH.

- 15 À son tour, Mdm a souligné l'importance de faire de la question de la promotion d'un socle universel de protection sociale, en matière de santé, une priorité du G20 au même titre que la réforme du système monétaire international ou la lutte contre la volatilité des prix agricoles. Notant aussi que, si les financements innovants restent une piste intéressante, il convient aussi de réviser la distribution de l'argent déjà disponible et donc l'affectation aux questions sociales des budgets existants.
- 16 Pour conclure, selon ACF (Action contre la Faim), l'urgence est de maîtriser l'aide alimentaire au risque de la destruction des économies locales : « Il faut savoir assister les agricultures paysannes » a souligné son président. Il a ajouté également qu'il existait désormais une opportunité historique pour éradiquer la sous-nutrition grâce à des capacités techniques nouvelles et en mobilisant de l'ordre de 350 millions de dollars.
- 17 Des sujets multiples ont été abordés. Tous aussi essentiels les uns que les autres. D'autres, faute de temps, ont tout juste été effleurés comme la remise en question du droit au séjour des étrangers malades.
- 18 On peut regretter enfin qu'il n'ait pas été possible d'aborder les conséquences sur les relations entre les ONG et l'État des interventions militaires de la France à l'étranger (en Libye et en Côte d'Ivoire, mais aussi en Afghanistan et dans la région du Sahel). Sans parler des conséquences de la politique gouvernementale attisant les peurs de nos concitoyens en matière de lutte contre l'immigration clandestine, précarisant chaque jour d'avantage les populations migrantes.
- 19 Au final, pas de promesses concrètes ; des intentions affichées aussi sur plusieurs dossiers ; des ONG enfin trop conscientes et habituées aux effets de manches sans lendemain. Donc lucides et prudentes, sachant qu'entre déclarations d'intention et mise en œuvre, il y a un pas bien souvent difficile à franchir. À suivre donc.

La santé : un droit humain fondamental

- 20 La santé n'est pas un luxe¹. C'est le slogan de la campagne lancée par Mdm le 7 avril dernier au cours de la journée mondiale de la santé pour interpeller la présidence française du G20 et lui demander de s'engager en faveur d'une couverture maladie universelle. Pourquoi une telle démarche ?
- 21 Si la santé n'a pas de prix, elle a un coût. Permettre à chacun d'accéder à des services de santé de qualité nécessite de trouver les moyens pour financer une offre de soins à la hauteur des besoins des populations. La question est alors de savoir qui doit payer.
- 22 Est-ce au malade et à sa famille de supporter seuls le poids financier de la maladie ou faut-il au contraire promouvoir des mécanismes de solidarité entre riches et pauvres, malades et bien portants ? Cette question de l'accessibilité financière aux soins constitue une des dimensions centrales de la lutte contre les grandes inégalités de santé. Pour des millions d'individus parmi les plus fragiles, l'obligation de payer pour accéder aux soins représente une barrière financière infranchissable et une des principales causes d'appauvrissement.
- 23 Chaque année, plus de 100 millions de personnes basculent dans la pauvreté suite à des dépenses catastrophiques de santé. Cette réalité s'exprime avant tout dans les pays à faibles revenus ou les mécanismes de couverture du risque maladie sont quasi inexistants et demeurent le privilège des plus aisés.

- 24 En Afrique subsaharienne, seuls 5 à 10 % de la population bénéficient d'une protection sociale en santé. Mais ce défi de la couverture maladie universelle résonne également dans les pays développés.
- 25 En France, les réformes engagées dans le domaine de l'assurance maladie (franchise médicale, remboursements de certains médicaments, offensive contre l'aide médicale d'État...) n'ont fait qu'accroître les difficultés financières auxquelles se heurtent les personnes défavorisées nécessitant une prise en charge médicale.
- 26 Il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer que la santé est un droit humain fondamental et qu'elle ne saurait en aucun cas devenir un produit de luxe ! Alors que la promotion d'un socle universel de protection sociale figure cette année à l'agenda du G20, il est fondamental que l'accès pour tous à une couverture du risque maladie prenne toute sa place dans ce débat et qu'il en ressorte des engagements forts en faveur d'une réduction des barrières financières à l'accès aux services de santé essentiels. C'est une priorité au même titre que la réforme du système monétaire international et la lutte contre la volatilité des prix agricoles.
- 27 Le G20 emploi devrait, à côté des questions de soutien à l'emploi dans les pays du G20, intégrer la question d'un socle universel de protection sociale. C'est pourquoi nous appelons de nos vœux d'ici l'été une réunion de travail ouverte aux ONG pour faire des propositions concrètes.
- 28 MdM est particulièrement attaché à défendre les politiques d'exemption de paiement en particulier pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Ces politiques ont montré leur efficacité dans plusieurs pays à faibles revenus dans le cadre de l'émergence de politiques de protection sociale en santé.
- 29 Signe encourageant, l'Organisation mondiale de la santé, dans le cadre de sa dernière assemblée, a adopté une résolution sur le financement de la santé et la couverture universelle. Celle-ci invite notamment à protéger les ménages face à la pauvreté générée par des dépenses de santé catastrophiques et à réduire au maximum le recours au paiement direct en le remplaçant par des mécanismes de financement plus équitables. Il ne reste plus qu'à espérer que le G20 suive les traces de l'OMS...
-

NOTES

1. www.lasantenestpasunluxe.org et www.medecinsdumonde.org

RÉSUMÉS

Le rendez-vous est pris ! Le prochain sommet du G20 se déroulera à Cannes en novembre prochain sous la présidence de la France. Les attentes des ONG et des acteurs de la société civile internationale y seront nombreuses alors même qu'ils font le constat de l'aggravation brutale des inégalités économiques et sociales, ici, en France et en Europe, et ailleurs, dans les pays à faibles revenus.

INDEX

Mots-clés : Organisation Non Gouvernementale (ONG), Plaidoyer, Santé, Société civile, Système de santé

Index géographique : France

AUTEUR

PIERRE SALIGNON ET NICOLAS GUIHARD

Pierre Salignon et Nicolas Guihard sont respectivement directeur général à l'action humanitaire et chargé de plaidoyer à *Médecins du Monde*.